

DELIBERATION N°2023.10.06
SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL du 17 OCTOBRE 2023

L'an Deux Mille Vingt-trois, le dix-sept octobre, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre REVERCHON, Maire.

Présents :

M REVERCHON, Mme REIX, M DECEUR, Mme ALLAIN-MONNIER, M ZWISLER, Mme CARANO, M PHULPIN, Mme SIMON, M JOLY, M PALTRINIERI, M COLAS, Mme EYSSERIC, M FAVIER, M CHAVET, Mme ROUX, M LAUMAIN, Mme RAMPON, Mme PIERI, M BERNON, M CHUZEVILLE, M OZENFANT, M COLOMBIER, Mme SEGURA, M ANDREO, M BRIZE, Mme JANODY, M CHETAIL.

Pouvoirs :

Mme COLLET donne pouvoir à M PHULPIN

Absents : Mme PAWLOWSKI

Date de Convocation du Conseil Municipal : 11 octobre 2023

Nombre de Conseillers : 29 En Exercice : 29 Présents : 27 Votants : 28

Mme CARANO a été élue secrétaire de séance, à l'unanimité.

DELEGATION DONNEE AU MAIRE POUR LES ADMISSIONS EN NON-VALEUR

La loi 3DS (n°2022-217 du 21 février 2022) donne la possibilité au conseil municipal de déléguer à l'exécutif l'admission en non-valeur (ANV) des créances irrécouvrables, lorsque les montants sont faibles.

Cette mesure de simplification permet au conseil municipal de ne statuer que sur les créances à plus fort enjeux.

A ce titre, l'article L2122-22 du CGCT a été modifié en février 2022, pour intégrer cette nouvelle disposition (point n°30) :

"Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

30° D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à un seuil fixé par délibération du conseil municipal, qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret. Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation ;

Cette disposition n'était jusque-là pas applicable car le décret fixant le seuil plafond n'était pas sorti. Ce décret a finalement été publié le 29 juin 2023 et précise les éléments suivants :

* les créances pouvant être admises en non-valeur par l'exécutif au titre de cette délégation ne doivent pas dépasser 100€ (montant fixé par créance).

* Ces admissions en non-valeur de l'exécutif sont fixés par arrêté,

* Le maire rend compte de ces admission en non-valeur au conseil municipal 1 fois par an.

Pour être mise en œuvre, cette mesure nécessite au préalable un vote au conseil municipal, afin d'étendre la délégation du Maire.

Il s'agit de délibérer pour donner cette délégation au maire et fixer le montant maximum des créances pouvant être admises en non-valeur directement par le Maire à 100€ maximum comme le prévoit le décret.

L'exposé du Maire entendu,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Le conseil :

- DECIDE de donner délégation au maire pour l'admission en non-valeur (ANV) des créances irrécouvrables dans la limite maximum de 100€, pour la durée de son mandat.

Et ont signé sur le registre tous les membres présents.

Jassans-Riottier, le 17 octobre 2023

Jean-Pierre REVERCHON

Maire

